



**TERREUR,
MENACÉS,
CORRUPTION :
PRIS DANS LES FILETS
DU CAUCASE**

CAUCASE RUSSE

RAPPORT DE MISSION - OCTOBRE 2011

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE



PHOTO DE COUVERTURE /// L'EXPLOSION D'UNE VOITURE PIÉGÉE À KIZLYAR (DAGHESTAN) A FAIT 12 MORTS, LE 31 MARS 2010. CRÉDIT : STR/AFP



Enquête menée par Johann Bihl et Tikhon Dzyadko en Tchétchénie et au Daghestan

Deux ans et demi après sa dernière visite, Reporters sans frontières est retournée dans le Caucase du nord du 9 au 13 septembre 2011, pour faire le point sur l'évolution de la liberté de la presse. Les républiques autonomes de Tchétchénie et du Daghestan ont été privilégiées cette fois-ci, la première du fait de la gravité de la situation constatée lors de la dernière mission, et la seconde parce que la situation sécuritaire s'y est particulièrement dégradée. L'organisation s'y est entretenue avec des journalistes de tous bords, des représentants des autorités locales, et des défenseurs des droits de l'homme.

Reporters sans frontières a tenu une conférence de presse à Moscou le 14 septembre 2011, avec le centre de défense des droits de l'homme Memorial, au cours de laquelle elle a rendu publiques des conclusions préliminaires assorties de recommandations aux autorités locales et fédérales.

Parallèlement, du 5 au 15 septembre 2011, l'organisation a mené une campagne de sensibilisation dans la presse sur l'impunité des assassins de journalistes en Russie.

L'EXPLOSION D'UNE VOITURE PIÉGÉE À MAKHATCHKALA (DAGHESTAN), LE 4 SEPTEMBRE 2010, A BLESSÉ LE MINISTRE DES AFFAIRES NATIONALES, RELIGIEUSES ET ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE - CRÉDIT : AFP

UNE RÉGION PAUVRE EN INFORMATION

Attentats, « opérations spéciales », assassinats d'imams, de fonctionnaires et de simples citoyens... pas un jour ne passe sans que s'égrène la litanie des violences dans le Caucase russe. La multiplication des symboles officiels de rassemblement ne parvient pas à cacher la réalité de la désintégration : une semaine après la célébration en grande pompe de la première Journée de l'unité des peuples du Daghestan, un double attentat faisait au moins un mort et plus de 60 blessés, le 22 septembre 2011, au cœur de la capitale, Makhatchkala. En Tchétchénie, la Journée de l'unité et de la concorde civiles était célébrée pour la neuvième fois le 6 septembre, une semaine après qu'un attentat suicide avait fait neuf morts près du parlement de Grozny. D'après le portail d'information *Kavkazsky Uzel*, au moins 754 personnes avaient été tuées et 956 blessées dans le Caucase russe en 2010. Au 14 septembre 2011, au moins 593 personnes ont déjà été tuées et 414 blessées cette année.

L'œil du cyclone s'est déplacé de la Tchétchénie aux républiques voisines et frappe désormais le Daghestan, l'Ingouchie, l'Ossétie du Nord, plus récemment la Kabardino-Balkarie, voire le district de Stavropol. Derrière l'affrontement entre les forces de l'ordre et les différentes insurrections islamistes, s'est installée une violence de « basse intensité » moins médiatisée, mais dont les populations civiles sont les premières victimes : enlèvements et disparitions, affaires montées de toutes pièces avec usage de la torture, exécutions extrajudiciaires de « terroristes » présumés, impunité générale pour des éléments armés corrompus qui prospèrent sur le chaos... L'incapacité des autorités à reprendre la situation en main et la répression indiscriminée frappant notamment les conservateurs religieux et les défenseurs des droits de l'homme nourrissent les rancœurs et l'incompréhension. Le fossé se creuse entre le pouvoir et la société civile.

Soumises au même système de corruption massive liée aux exactions des milices armées, les différentes répu-

bliques caucasiennes présentent cependant des visages changeants et contrastés. La Tchétchénie, déchirée par deux guerres ouvertes successives, connaît toujours des violences mais s'est largement reconstruite et offre la façade d'une « stabilisation » gagnée au prix de l'imposition d'une « verticale du pouvoir » autocratique et cruelle. A l'autre extrémité du spectre, la république voisine du Daghestan, actuellement le théâtre de la plus forte explosion de violence, s'enfoncé dans une spirale centrifuge.

Deux ans et demi après le dernier déplacement de Reporters sans frontières dans le Caucase russe, l'organisation a voulu se rendre compte de l'évolution de la liberté de la presse dans ces deux contextes très différents. Elle n'a malheureusement constaté aucun changement positif dans ce domaine. Au contraire, alors que le « positif » règne toujours en maître dans les rédactions tchétchènes, le relatif pluralisme des médias daghestanais est menacé par les difficultés économiques et la polarisation croissante de la société. Le fait même que les journalistes daghestanais s'estiment relativement « chanceux » par rapport à leurs confrères tchétchènes et ingouches, alors même qu'ils sont très exposés à la violence et confrontés à des problèmes très sérieux, témoigne de la gravité de la situation dans les républiques voisines. Le nivellement par le bas est à l'œuvre dans le Caucase russe.

Il ne s'agit pas ici de nier l'immensité du défi auquel sont confrontées les autorités, ni les exactions de groupes armés en partie incontrôlés. Il ne s'agit pas non plus de nier la réalité de la reconstruction tchétchène. Mais il appartient aux autorités, y compris fédérales, de briser la spirale de la corruption et de l'impunité pour rétablir un climat favorable à la presse. C'est la condition *sine qua non* d'une reconnaissance de la tragédie endurée par les populations locales et de l'amorce d'un véritable dialogue entre toutes les composantes des sociétés caucasiennes, sans lesquelles aucune sortie durable de la violence n'est envisageable ■



UNE DE NOVOE DELO - CRÉDIT : DR

DAGHESTAN : LA PRESSE, TÉMOIN ET VICTIME DE L'EXPLOSION SOCIALE, SE DÉBAT DANS UN CLIMAT MALSAIN

De nombreux interlocuteurs de Reporters sans frontières soulignent la grande diversité de la société daghestanaise actuelle. Elle est composée d'une mosaïque de peuples et de langues, avec des identités locales très marquées et des pôles de pouvoir éclatés. Nombreux sont ceux qui estiment que cette cohabitation rend quasi-inévitable un certain pluralisme de l'expression et du pouvoir, dans la mesure où aucune majorité absolue ne peut s'imposer aux groupes concurrents. La presse est caractérisée par un relatif pluralisme, unique dans le Caucase russe et d'autant plus remarquable si on le compare aux déserts médiatiques tchétchène et ingouche.

La création d'une Journée de l'unité des peuples, célébrée pour la première fois le 15 septembre 2011, montre toutefois que la belle image d'une nation plurielle à la cohabitation harmonieuse, a plus que jamais besoin d'être entretenue. A mesure que l'instabilité s'installe, les multi-

ples centres de pouvoir de la république semblent échapper de plus en plus aux autorités de Makhatchkala. Les attentats terroristes et les exactions des forces de l'ordre se répondent en un cercle vicieux dont la population civile est la première victime, et le divorce entre la société et les institutions se consomme à une vitesse vertigineuse. Cette extrême polarisation, qui transforme la presse en un champ de bataille idéologique, fait peser de lourdes menaces sur les titres indépendants.

UN RELATIF PLURALISME

Le président de la république, Magomedislam Magomedov, se félicitait en juin 2011 qu'« environ 180 titres de presse périodique et plus de 100 chaînes audiovisuelles » soient disponibles au Daghestan. La plupart de ces ➤

titres se répartissent entre des publications officielles locales et des médias destinés à l'éducation religieuse des citoyens. La première holding de médias, le groupe Assalam, se voue à la promotion de l'islam modéré. Le bi-hebdomadaire *Assalam* est distribué en sept langues par des volontaires qui font du porte-à-porte à travers toute la république. Outre celui-ci, les premiers tirages de la presse écrite nationale reviennent aux hebdomadaires indépendants russophones *Novoe Delo* et *Tchernovik* (respectivement 23 000 et 17 000 exemplaires environ, en période haute), qui accordent de la place à l'investigation et se montrent volontiers critiques à l'égard des autorités. Ces deux titres abordent régulièrement les sujets sensibles tels que la corruption, les exactions des forces de l'ordre, les disparitions forcées qui frappent la population civile, les revendications du courant salafiste... La presse écrite jouit toujours d'une popularité importante en comparaison avec l'audiovisuel, dominé par les groupes officiels comme *GTRK*, et par d'influents chaînes religieuses. L'usage d'Internet se développe rapidement, mais le Daghestan compte encore très peu de blogs, et les premières sources d'information en ligne restent les agences de presse *RIA Dagestan* (officielle) et *Dagestan Times* (privée).

Dans les rédactions de *Tchernovik* et de *Novoe Delo*, on affirme ne pas recevoir de pressions directes. « Certains tentent de nous intimider, concède Marco Chakhbanov, rédacteur en chef de *Novoe Delo*, mais sans aller très loin, et sans y parvenir. C'est avant tout le fait d'hommes d'affaires qui s'estiment menacés ou diffamés par nos investigations. » « Nous recevons bien moins de menaces qu'en 2008-2009, lorsque le FSB [Service fédéral de sécurité, l'ex-KGB, ndlr] et le Roskomnadzor [Service fédéral de surveillance des communications, ndlr] s'acharnaient contre nous, estime Biyakaï Magomedov, rédacteur en chef de *Tchernovik*. Notre reconnaissance hors du Daghestan, en Russie et par la communauté internationale, à partir de 2010, a été un tournant. Les pressions ont été obligées de prendre la voie légale. »

Mai 2011 a vu la fin du feuilleton judiciaire qui opposait *Tchernovik* au parquet pour un article de juillet 2008 intitulé « Le terroriste n°1 », qui citait des propos du chef des *boïevikis* (insurgés), Rappani Khalilov. Après une « expertise linguistique » au plus haut niveau concluant à l'absence

d'éléments de crime, le tribunal n'a eu d'autre choix que d'acquitter *Tchernovik* et ses journalistes du chef d'accusation d'« incitation à la haine ». Ce verdict a été accueilli comme un signe positif par la profession. « Les procédures judiciaires contre les journaux sont plus bizarres que réellement dangereuses, estime la correspondante de *Dosh*, Natalia Krainova. Les juges savent jusqu'où ils peuvent aller. » L'ancienne rédactrice en chef de *Tchernovik*, Nadira Issaïeva, va même jusqu'à dire que « c'est plutôt le Président qui craint la presse ». « Les procès sont gênants nous prennent un temps précieux, mais ils n'affectent pas la liberté de ton de nos journalistes, confirme Marco Chakhbanov de *Novoe Delo*, actuellement engagé dans trois affaires judiciaires. Nous gagnons d'ailleurs environ un procès sur deux, et le plus souvent, les recours demandés sont symboliques. Le plus recherché par les plaignants, c'est la publication d'un démenti qui restaure leur honneur et leur réputation. »

« Le parquet ne travaille pas de façon professionnelle, reconnaît l'attaché de presse du président du Daghestan, Zubayru Zubayruiev. Pour ma part, je conseille au Président de ne pas persécuter les journaux. Même s'ils sont dans une opposition extrême, il faut les laisser parler. »

VICTIMES COLLATÉRALES DE L'EXPLOSION DE LA VIOLENCE

Avec plus de quinze journalistes assassinés depuis l'an 2000 (dont au moins cinq en relation avec leur activité professionnelle), le Daghestan contribue lourdement à faire de la Russie un pays peu sûr pour la presse. Les professionnels des médias sont régulièrement victimes d'agressions d'une grande violence. Le 2 mai 2011, le photographe de *Tchernovik*, Magomedislam Khanmagomedov, était agressé à Derbent (Sud). Le 9 mai, le rédacteur en chef de la version avare d'*Assalam*, Iakhia Magomedov, était abattu sur le pas de la porte de son frère, dans le village de Kokrek (district de Khassaviourt).

Dans toutes ces affaires, l'impunité des assassins et des agresseurs est patente. Aucun des assassinats de journalistes n'a été résolu. Dans les rédactions visitées par

Reporters sans frontières, la question fait sourire. « Il serait faux de dire que ces crimes ne sont pas résolus, estime Marco Chakhbanov. La plupart le sont, mais simplement, personne n'est arrêté, personne n'en répond devant la justice ».

Les journalistes daghestanais relativisent l'impact de cette violence sur leur activité professionnelle. Les rédactions de *Tchernovik* et *Novoe Delo*, comme celles de *Dosh* et d'*Assalam*, affirment ne pas se sentir particulièrement visées, et mettent les exactions contre les journalistes en regard de celles qui sont subies par la population civile. « Les condamnations judiciaires, les amendes, constituent pour nous un obstacle plus sérieux que les menaces physiques », affirme Marco Chakhbanov. Des cas emblématiques, comme l'assassinat d'Abdulmalik Akhmedilov en août 2009, montrent pourtant que l'investigation journalistique peut se révéler mortelle. Biyakaï Magomedov concède aussi que les photographes, plus visibles, sont particulièrement exposés aux agressions et aux interpellations abusives. « Un de nos photographes a encore été interpellé la semaine dernière, alors qu'il couvrait une manifestation politique. On l'a finalement relâché, mais sans lui rendre son matériel. En général, les policiers n'aiment pas les journalistes. »

Contrairement à ce qui prévaut en Tchétchénie, cela n'a pas conduit la profession à se sentir particulièrement intimidée. Les journalistes disent partager le sort de leurs concitoyens. Ce que confirme la coordinatrice de l'ONG « Mères du Daghestan », Svetlana Issaïeva : « Les journalistes ne sont pas spécialement visés, on tue tout le monde sans distinction ». Au Daghestan, pas un jour ne se passe sans un assassinat. La république occupe de loin la pre-

mière place par le nombre de victimes dans le décompte réalisé par *Kavkazsky Uzel* le 14 septembre 2011 : 315 personnes y ont été tuées (dont au moins 102 civils) et 224 blessées depuis le début de l'année, sur un total de 593 morts et 414 blessés dans tout le nord du Caucase.

Svetlana Issaïeva conclut que « la situation n'est absolument pas stabilisée, elle se dégrade au contraire, et chaque jour il est plus difficile de vivre ». « L'impunité totale encourage le recours à la violence. Le meurtre commandité est devenu un moyen normal de résoudre les conflits politico-économiques », poursuit Marco Chakhbanov.

Les journalistes, comme le reste de la population, sont pris en étau entre une insurrection islamiste qui décime les représentants du pouvoir au prix de nombreuses victimes civiles, et les exactions des forces de l'ordre. Mues par la vengeance, les « boïevye » (fortes indemnités versées en cas de participation à des opérations spéciales) ou l'attente d'une rançon, ces dernières multiplient les coups de force et les enlèvements. Une multitude de milices privées et de groupes mafieux semblent nourrir cet affrontement entre insurrection et forces de l'ordre.



UNE DE TCHERNOVIK - CRÉDIT : DR

L'ÉTOUFFEMENT ÉCONOMIQUE

« Les difficultés économiques sont pour nous le problème le plus sérieux », rapporte Biyakaï Magomedov de *Tchernovik*. Le journal est fragilisé par sa dépendance à l'égard d'un lectorat vieillissant et par des difficultés croissantes de distribution. La plupart de ses abonnés vivent dans les régions montagneuses, et l'acheminement postal coûte de plus en plus cher. Confronté à la hausse des prix des monopoles d'Etat Rospetchat et Potchta

► Rossii, Tchernovik s'efforce de diversifier ses réseaux de distribution et passe de plus en plus par des intermédiaires privés, mais ceux-ci vendent parfois le journal plus cher, ce qui nuit à l'accessibilité du titre.

Biyakaï Magomedov pointe également du doigt la concurrence déloyale d'un certain nombre de journaux officiels, auxquels des fonctionnaires sont obligés de s'abonner, dans la plus pure tradition soviétique. « Par exemple, les professeurs sont abonnés d'office à la *Dagestanskaïa Pravda*, ainsi qu'aux publications de leur administration locale, comme la *Khassaviourtskaïa Drujba*. C'est déjà bien assez cher de payer deux, trois, voire quatre abonnements obligatoires. Alors, comment acheter en plus des titres de presse indépendants... »

Marco Chakhbanov de *Novoe Delo* fait part des mêmes préoccupations concernant son lectorat. Il évoque aussi le manque d'indépendance des annonceurs. « L'économie et le pouvoir ne font qu'un, il n'y a pas d'entrepreneur indépendant. Les ressources sont monopolisées par des pôles de pouvoir concurrents, qui défendent chacun leurs intérêts. » Du moins, l'existence de cette réelle concurrence entre annonceurs écarte-t-elle le risque d'un assèchement du marché publicitaire. Mais même si les rédactions nient toute ingérence dans leur ligne éditoriale, la collusion entre acteurs économiques et politiques fait peser un soupçon permanent sur la presse privée, et la recherche d'« articles commandités » semble être devenu un sport national chez les lecteurs.

DISCRÉDIT ET INTIMIDATION

La presse n'échappe pas au climat délétère et de désintégration sociale qui se développe au Daghestan. La profession est très divisée, la méfiance domine, nombreux sont ceux qui pensent que les autres ont été achetés... Les cadres du gouvernement comme de l'opposition cherchent à « lire entre les lignes » : ici, on croit reconnaître dans tel article le « style d'un blogueur extrémiste » ; là, on voit dans tel autre article favorable la contrepartie d'un placement publicitaire...

L'honneur est une question essentielle dans la société daghestanaise, et les rumeurs qui se répandent comme une traînée de poudre peuvent constituer des mesures de rétorsion et d'intimidation très efficaces. « L'opprobre, les attaques à la réputation, sont pires que des coups de revolver. (...) Nous sommes accusés d'être des espions, des agents de l'Occident, de se payer largement sur les subsides de l'étranger... », témoigne Svetlana Issaïeva. Son ONG « Mères du Daghestan », soutenant les familles des disparus, tout comme *Tchernovik* qui lui avait donné la parole, ont fait l'objet d'une vaste campagne de diffamation les présentant comme complices des terroristes. Elle a toujours des difficultés à recruter son personnel, et ne parvient pas à louer un appartement pour mettre à l'abri des épouses de personnes disparues ou réputées avoir rejoint les insurgés. L'an dernier, les locaux de son organisation ont été incendiés, toutes ses archives perdues. Les rumeurs frappent de plein fouet tous ceux qui critiquent le comportement des forces de l'ordre et soulignent leur responsabilité dans la déstabilisation de la république. La rumeur peut parfois devenir violente, comme lorsqu'une liste de « personnalités à abattre » a circulé à *Makhatchkala* en septembre 2009. Un groupe se présentant comme des proches de fonctionnaires assassinés appelait à se venger sur les principaux défenseurs des droits de l'homme et journalistes indépendants, jugés complices des terroristes. Une fois encore, l'enquête n'a jamais produit de résultats.

Au début 2011, la rumeur s'est déchaînée contre l'ancienne rédactrice en chef de *Tchernovik*, Nadira Issaïeva, qui a fini par quitter le journal dans des circonstances troubles. Simultanément accusée d'être une islamiste et d'avoir des mœurs légères, elle a fait l'objet d'une intense campagne de diffamation sur Internet. Des SMS évocateurs, reproduits *in extenso*, lui ont été attribués, tandis que sa relation avec son mari, emprisonné pour « insurrection », était scrutée à la loupe. « En deux ans, la situation s'est considérablement détériorée, témoigne-t-elle, mais de manière sournoise, invisible. La peur s'installe. Ceux qui veulent nous faire taire ou nous intimider utilisent désormais des méthodes "sales". Ils répandent des rumeurs de manière à tuer la confiance... La qualité du journalisme tend à se dégrader, alors que le ministère de l'Intérieur et les services spéciaux s'intéressent de plus en plus à la presse et manœuvrent de plus en plus habilement. »

UN RÔLE IDÉOLOGIQUE ?

« Dès que nous évoquons les terroristes, nous sommes accusés de les soutenir. Mais c'est aussi notre travail de poser des questions aux wahhabites. Ils existent, c'est un fait. Nous n'avons rien à voir avec eux, et ce n'est pas faire leur propagande que d'exposer les faits. On nous reproche un "contenu négatif" quand nous ne faisons qu'évoquer la réalité. Il y avait des extrémistes bien avant la création de *Tchernovik*, et notre journal ne contient aucun appel à la haine », explique Biyakaï Magomedov. Le procès de *Tchernovik* pour « incitation à la haine » a montré au grand jour l'amalgame qui était fait entre la couverture indépendante des tensions dans la république et l'apologie du terrorisme.

Les journalistes sont sommés de choisir leur camp. Il n'y a pas de place pour l'indépendance dans la vision, entretenue par les autorités, de deux camps exclusifs. « Il n'y a pas tellement le choix, confirme Zaur Gaziev, ancien représentant de Memorial aujourd'hui rédacteur en chef du nouveau journal pro-gouvernemental *Svobodnaya Respublika* : soit on se couche face à l'influence croissante des religieux, soit on est avec l'Etat. L'islamisme représente la principale menace pour notre république. »

Mentionner la part de responsabilité des forces de l'ordre dans l'instabilité, critiquer la position officielle face aux conservateurs salafistes ou la façon dont est menée la « guerre contre le terrorisme », est donc assimilé à une apologie du terrorisme. Zubayru Zubayruev, ancien journaliste de *Tchernovik* devenu attaché de presse du Président, estime que son ancienne rédaction et *Novoe Delo* « ont abandonné la critique objective et constructive au profit de l'opposition systématique au gouvernement. Et

depuis trois ou quatre ans, ils sont clairement tombés sous la coupe des religieux, voire des extrémistes ». D'après lui, si leur « système de valeurs » a changé, tout comme celui des défenseurs des droits de l'homme, c'est peut-être pour s'aligner sur l'islamisation de la région, mais peut-être aussi le résultat d'une stratégie d'infiltration délibérée des extrémistes. La presse est ainsi vue comme un champ de bataille, qu'il s'agit de reprendre à l'adversaire. « J'ai moi-même largement critiqué le pouvoir pour son inefficacité, mais il ne s'agit plus de cela. Il s'agit de savoir si nous allons vivre sous la charia ou non. C'est une question de vie ou de mort (...) Les médias font aujourd'hui un travail idéologique, comme les 'révolutionnaires professionnels' de 1917, ils travaillent à la déstabilisation ».

Dans ce climat de guerre civile, la critique devient suspecte et les médias sont priés de se ranger en ordre de bataille. D'après Zubayru Zubayruev, le Daghestan manque cruellement d'une presse qui porterait la lutte idéologique contre l'islam radical. Il déplore la piètre qualité des médias officiels, qui ne sont pas à même de mener ce combat : « Les médias d'Etat sont dominés par l'autocensure. (...) Ils n'ont aucune autorité, ils ne sont absolument pas compétitifs. On pourrait les réformer mais cela serait très long, et le temps qu'on y arrive, ce serait déjà le règne de la charia. Il faudrait plutôt que d'autres titres de bonne tenue viennent rapidement concurrencer *Tchernovik* et *Novoe Delo*. Mais à l'heure actuelle, ils n'existent pas. Notre société n'a pas conscience du danger mortel qui la guette. » L'attaché de presse du Président appelle de ses vœux la création d'une holding indépendante dont les médias propageraient les valeurs de démocratie et de laïcité. L'administration présidentielle travaille dans ce sens, mais aucun homme d'affaires ne semble intéressé pour porter le projet, déplore-t-il ■

« TOUT VA BIEN EN TCHÉTCHÉNIÉ » : UNE PRESSE UNANIME ET « POSITIVE »

A la télévision, dans les kiosques et à la maison de la presse de Grozny, Reporters sans frontières a pu constater l'existence d'une pluralité de titres et de canaux d'information. Mais aussi leur saisissante similitude de contenu. Partout, les exemples du relèvement rapide de la Tchétchénie, le travail efficace du gouvernement, l'exaltation du président Ramzan Kadyrov et de son père Akhmat-Khadji Kadyrov. Lors de la visite de Reporters sans frontières, les journaux vibraient encore des hommages posthumes rendus à ce dernier à l'occasion de la commémoration officielle du 60e anniversaire de sa naissance, le 23 août. L'enthousiasme était tel qu'on apprenait la création, dans le district montagneux d'Itum-Kala, d'un nouveau journal régional intitulé *Put' Kadyrova* (*Le Chemin de Kadyrov*).

Le chemin pris par la république est partout abordé sous un jour résolument optimiste. L'unanimité est générale autour du système mis en place par Ramzan Kadyrov grâce au flot de pétrodollars de Moscou : le retour d'un ordre relatif et la reconstruction rapide des infrastructures du pays, en échange de la mise en coupe réglée de la république par le clan au pouvoir. Nulle part, dans les médias basés en Tchétchénie, Reporters sans frontières n'a trouvé trace des préoccupations des associations de défense des droits de l'homme quant aux corollaires de ce consensus : l'absence totale de concurrence politique, l'arbitraire des forces de sécurité, la corruption à grande échelle, la soumission à un islam puritain, le culte de la personnalité...



LE « NOUVEAU GROZNY » : LA MOSQUÉE CENTRALE ET LE CHANTIER DE « GROZNY CITY » - CRÉDIT : DR

« S'ILS SONT TROP PEUREUX POUR ÊTRE JOURNALISTES, ILS N'ONT QU'À CHANGER DE PROFESSION »

« Nous ne mettons aucune limite au travail des journalistes, affirme l'attaché de presse du président Kadyrov, Alvi Karimov. Si certains vous disent qu'ils n'osent pas aborder tel ou tel thème, c'est leur problème. S'ils sont trop peureux pour être journalistes, ils n'ont qu'à changer de profession et se faire chauffeurs de taxi. Personne ne se mêle de leur politique éditoriale, personne ne les espionne. Je n'ai jamais fait convoquer de journalistes à la police. Au contraire, ils savent que nous sommes toujours disponibles en cas de besoin, tous ont mon numéro de téléphone... Le Président les invite tous. »

« Bien sûr, poursuit-il, nous ne saurions tolérer des titres qui appelleraient la population à rejoindre les *boïevikis*, et nous désapprouvons ceux qui à Moscou ou à l'étranger, 'romantisent' leur combat. Mais heureusement, nous n'avons pas de tels médias ici. (...) Ceux qui prétendent dans la presse internationale que les médias ne sont pas libres en Tchétchénie, sont ignorants, ils ne savent pas de quoi ils parlent. Certains d'entre eux sont simplement mus par la haine, la médisance. Ils n'acceptent pas la vitesse avec laquelle notre république se relève de la guerre. (...) D'ailleurs, la situation près de Moscou n'a rien d'exemplaire : voyez l'agression de Beketov [journaliste laissé pour mort en novembre 2008, ndlr], le sort fait aux journalistes couvrant l'affaire de la forêt de Khimki [un projet autoroutier contesté qui rassemble l'opposition russe, ndlr]... »

A la question de savoir s'il existe une presse d'opposition en Tchétchénie, Alvi Karimov mentionne les rédactions moscovites *Kommersant*, *Vlast*, ou *Kavkazsky Uzel*, ainsi

que le *Groznensky Rabotchy*. Pourtant, si la rédaction de ce dernier titre confirme avoir la possibilité d'aborder librement tous les sujets « sauf la personne du Président », Reporters sans frontières n'a trouvé aucun article critique des autorités dans le numéro qu'elle s'est procurée en kiosque, et qui s'ouvrait sur une pleine page consacrée aux célébrations de la Journée de l'entente et de l'unité nationales, intitulée « Le symbole du relèvement de la république ». A l'exception notable d'un éditorial au vitriol contre... Moscou.

Le magazine *Dosh* (*Le Mot*, en tchétchène), que Reporters sans frontières n'a pu trouver qu'à l'aéroport lors de sa visite à Grozny, présente pourtant un tableau différent.



UNE DE DOSH - CRÉDIT : DR

Ce trimestriel indépendant, dirigé par deux Tchétchènes, couvre depuis 2003 l'actualité de tout le Caucase russe. Basée à Moscou, la rédaction disposait initialement d'un petit bureau à la Maison de la presse de Grozny, mais après un an et demi d'activité, le loyer a soudainement augmenté drastiquement, forçant les journalistes à l'abandonner. *Dosh* aborde des thèmes absents de la presse tchétchène : la persistance de l'instabilité et son cortège de violences, exactions et disparitions forcées ; l'omniprésence de la corruption, qui entrave le commerce et l'accès aux services essentiels comme l'éducation et la santé ; les graves séquelles laissées par les deux guerres (troubles psychologiques, vendetta...). Le dernier

numéro ouvre ses pages au président de Memorial, Oleg Orlov, pour une longue interview consacrée à la situation des droits de l'homme en Tchétchénie. Fin août 2011, ce dernier a été reconnu innocent de l'accusation de « diffamation » portée contre lui par Ramzan Kadyrov, après qu'il a publiquement affirmé qu'il considérait le président tchétchène responsable de l'assassinat de sa collaboratrice Natalia Estemirova. L'issue de ce procès est passée totalement inaperçue dans les médias tchétchènes.

Alvi Karimov déclare attendre des journalistes « des analyses de fond. Non pas de la critique gratuite, mais un véritable regard critique. En revanche, je pense qu'il n'est pas juste d'attendre que notre presse s'aligne immédiatement sur les standards internationaux. Avec la guerre, la plupart des journalistes expérimentés ont quitté le pays. Le système de formation professionnelle a été mis à mal. Notre presse manque de capacité d'analyse, elle a besoin de se redresser, de se développer, afin de pouvoir écrire sur tout. Nos journalistes doivent encore grandir, gagner en maturité. Mais pour autant, je ne considère pas que nous n'avons pas de journalistes valables. La jeune garde me plaît ».



LA « MAISON DE LA PRESSE » DE GROZNY
CRÉDIT : DR

Trois jeunes passant dans la rue, pris à témoin par Alvi Karimov, assurent avoir accès à toute l'information qu'ils veulent. L'un d'entre eux précise : « Il y a Internet ». Il est vrai que les sites d'information indépendants ne sont pas bloqués en Tchétchénie. Les médias russes, internationaux et les portails d'information indépendants comme *Kavkazsky Uzel* (www.kavkaz-uzel.ru) sont à portée de clic... dans les limites de l'accessibilité d'Internet.

UN CLIMAT DE PEUR

Les journalistes qui passent outre le mot d'ordre d'unité et de « positivisme » ont le sentiment de prendre des risques considérables. « Même pendant la guerre, sous le règne d'Akhmat-Khadji Kadyrov, nous étions plus libres qu'aujourd'hui, témoigne l'un d'entre eux. J'écris maintenant beaucoup plus prudemment, par peur pour ma famille. (...) Les menaces sont si sérieuses, surtout lorsqu'elles sont prononcées en tchétchène, qu'il n'y a pas besoin d'aller plus loin. L'impunité totale, les mots que le Président lui-même s'autorise, entretiennent la peur. Nous vivons en dehors de toute loi... »

Contrairement à leurs confrères daghestanais, les journalistes tchétchènes ne sont pas aujourd'hui soumis

quotidiennement à la violence, qui aurait fait un minimum de 81 victimes et 103 blessés cette année au 14 septembre 2011. Mais paradoxalement, dans une société profondément traumatisée par près de dix ans de guerre, la persistance d'une violence de « basse intensité » et l'impunité totale dont bénéficient les auteurs d'exactions, ont un pouvoir de dissuasion autrement plus fort. L'assassinat d'Anna Politkovskaïa et de Natalia Estemirova a renforcé le sentiment d'isolement et de défiance des victimes, en accréditant l'idée que les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme eux-mêmes étaient vulnérables. Comme le rapporte Oleg Orlov dans son interview à *Dosh*, « nous apprenons, par exemple, qu'un crime a été commis.

Mais les victimes ne vont plus voir les défenseurs des droits de l'homme. Ou bien ils y vont, mais demandent qu'on ne publie rien sur ce qui s'est passé, qu'on ne fasse



LES PORTRAITS DU PRÉSIDENT TCHÉTCHÈNE RAMZAN KADYROV SONT OMNIPRÉSENTS – ICI, À L'AÉROPORT, ORNÉ DE LA PHRASE : « LE BONHEUR DANS LE SERVICE DU PEUPLE » - CRÉDIT : DR

pas référence à eux. Ils nous disent, et c'est en partie juste : « Vous aussi on vous tue, vous n'êtes pas en mesure de vous défendre vous-mêmes, comment pourriez-vous nous défendre ? » Dans de telles conditions, comment pourrait-on obtenir une image objective de la situation ? Nous recevons souvent des informations sur telle ou telle violation, y compris des disparitions, sous la stricte condition qu'on ne publie rien ». De la même manière, Reporters sans frontières a documenté quelques cas d'intimidation caractérisée à l'égard de journalistes indépendants : menaces et insultes par des inconnus au téléphone, convocations à la police et demande d'apporter tous les articles publiés, menaces contre les proches... Mais de tels cas semblent, il est vrai, peu nombreux. L'unanimité et l'autocensure générale les rendent inutiles.

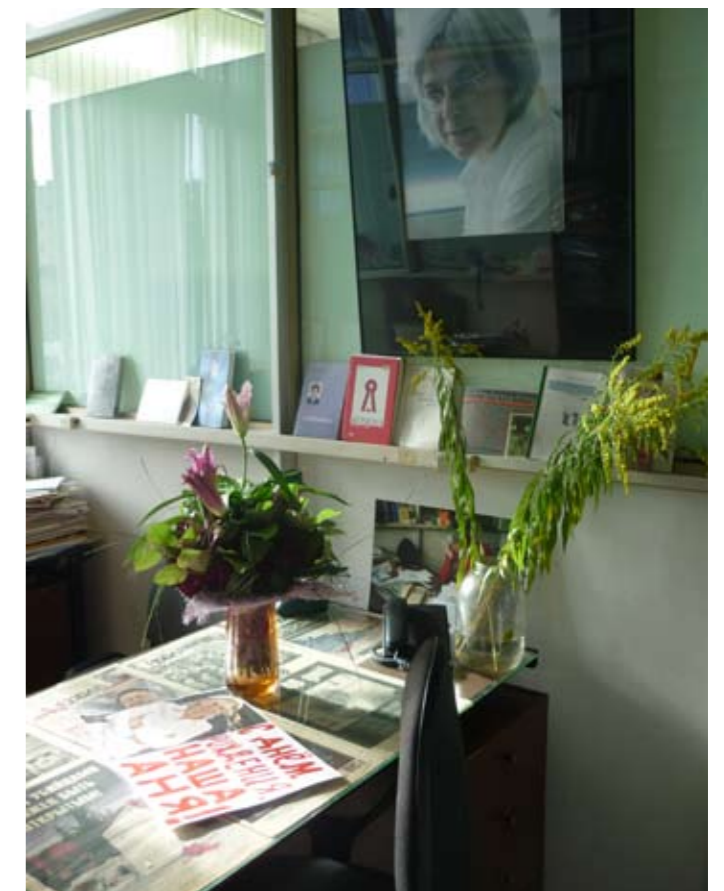
Les journalistes n'échappent pas à la phobie de la division qui imprègne la société tchétchène contemporaine. Quand l'unité est érigée en vertu, s'écarter du consensus général est vite perçu comme une trahison. Et cette unité, à longueur de cérémonies et de discours officiels, est largement attribuée aux Kadyrov père et fils, auxquels elle est indissociablement liée.

DERRIÈRE LES FAÇADES RUTILANTES DE LA « NOUVELLE TCHÉTCHÉNIÉ »

Une polémique, qui animait la presse russe lors de la visite de Reporters sans frontières, est révélatrice de la difficulté d'introduire des nuances dans l'unanimité des médias tchétchènes. Un journaliste des *Izvestiya* a fait scandale en Russie en publiant, le jour de l'anniversaire d'Akhmat-Khadji Kadyrov, un reportage dominé par ses impressions positives de la Tchétchénie reconstruite et de l'ordre retrouvé. La polémique s'est notamment emparée des phrases suivantes : « La capitale de la Tchétchénie est reconstruite : les minarets des mosquées et les sommets des gratte-ciels s'élancent vers les hauteurs, des parterres de fleurs tapissent les boulevards... Sur l'asphalte reluisant et les dalles des trottoirs, on peut enlever ses chaussures et marcher en chaussettes blanches... » Alors que de nombreux titres de la presse russe raillaient un article « soviétique » et critiquaient une vision incomplète, plusieurs journaux tchétchènes, dont le *Groznensky*

Rabotchy, faisaient bloc pour défendre l'auteur de l'article et repousser une « campagne anti-tchétchène ». La nouvelle réalité tchétchène serait donc un bloc, qu'il faudrait embrasser tout entier ou haïr complètement.

Or, estime un journaliste de Moscou familier de la Tchétchénie, « reconnaître les succès de la 'stabilisation' ne dispense pas de s'interroger sur ses corollaires et le coût de son imposition. Au contraire, l'absence de toute critique, voire de toute mention des problèmes systémiques du modèle kadyroviens, installe un doute quant au discours officiel. Si bien qu'en définitive, ce système se révèle contre-productif pour les autorités » ■



LE BUREAU D'ANNA POLITKOVSKAÏA, DANS LES LOCAUX DE *NOVAÏA GAZETA* À MOSCOU, EST RESTÉ VIDE - CRÉDIT : DR

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Matrice de la violence qui s'est répandue dans la société russe et du retour au pouvoir des « siloviki » à Moscou, la déstabilisation du Caucase souligne l'impérieuse nécessité d'une lutte déterminée contre la corruption et d'une réforme de la gouvernance en Russie. Comme souvent dans l'histoire, c'est dans l'abcès caucasien que se joue une bonne partie du devenir du pays.

Pourtant, alors que les populations sont prises en otage d'un conflit armé qui se répand dans l'ensemble de la région, le Caucase russe a disparu de l'agenda international. A l'intérieur même des républiques caucasiennes, l'information sur les violences et les exactions subies par la population circule de plus en plus difficilement. Les témoins de cette lente implosion, journalistes et défenseurs des droits de l'homme, ont plus que jamais besoin du soutien de leurs collègues russes et de la communauté internationale. Forcer les autorités à reconnaître l'étendue des problèmes, relayer l'exaspération des populations, donner la parole à tous pour tenter d'ouvrir un dialogue inclusif : leur fonction est plus que jamais essentielle. Ils ne doivent pas être laissés à eux-mêmes.

REPORTERS SANS FRONTIÈRES DEMANDE :

AUX AUTORITÉS DAGHESTANAISES :

- De créer les conditions d'une concurrence équilibrée entre presse officielle et presse privée : limitation du financement de médias sur fonds publics, abandon de la pratique des abonnements automatiques, réforme de l'audiovisuel public de manière à garantir son indépendance...
- De manifester une volonté politique forte de mettre un terme à l'impunité dans la république, et de donner à la justice les moyens d'y parvenir. Les autorités doivent exiger du parquet qu'il obtienne des résultats dans les enquêtes sur les assassinats et les agressions de journalistes ouvertes au cours des dix dernières années.
- De renoncer à vouloir faire des médias une courroie de transmission de leurs mots d'ordres, et de s'abstenir de

tout amalgame entre journalistes critiques et combattants extrémistes.

- De poursuivre et d'approfondir le dialogue national ouvert début juin 2011. Dans cet esprit, l'expression et l'écoute de tous les points de vue doit être encouragée, ce qui implique le respect de la presse indépendante.

AUX AUTORITÉS TCHÉTCHÈNES :

- D'encourager l'émergence d'un pluralisme médiatique et politique, en commençant par permettre un accès égal de tous les titres aux ressources (Maison de la presse...).
- De montrer l'exemple en libérant la parole sur des sujets sensibles tels que la corruption, les violations des droits de l'homme, les stigmates de la guerre, etc.
- De faciliter les enquêtes en cours sur les assassinats de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme.

AUX AUTORITÉS FÉDÉRALES RUSSES :

- De faire de la lutte contre l'impunité une priorité nationale. Savoir les assassins de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme en liberté joue un rôle essentiel dans le climat de peur et d'autocensure qui prévaut notamment en Tchétchénie.
- D'engager une lutte déterminée contre la corruption et de diligenter des enquêtes approfondies sur les exactions commises par certains représentants des forces de l'ordre, dont les actions incontrôlées nourrissent les foyers d'insurrection et l'instabilité.
- De favoriser le développement des infrastructures liées à Internet.

A LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE :

- D'exprimer son inquiétude quant à l'état de la liberté de la presse dans le Caucase russe dans les discussions bilatérales avec Moscou, et d'aborder la question de l'impunité des assassins de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme.
- De soutenir concrètement les journalistes et défenseurs des droits de l'homme caucasiens (reconnaissance formelle, délivrance de visas de longue durée à entrées multiples...)

REPORTERS SANS FRONTIÈRES

POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

47 rue vivienne, 75002 Paris - France - Tel. 33 1 44 83 84 84 - Fax. 33 1 45 23 11 51 - Web : www.rsf.org - E-mail : rsf@rsf.org - Ambroise Pierre - Bureau Afrique : afrique@rsf.org - Benoit Hervieu - Bureau Amériques : ameriques@rsf.org - Benjamin Ismaïl - Bureau Asie : asie@rsf.org - Johann Bihl - Bureau Europe : europe@rsf.org - Soazig Dollet - Bureau Moyen-Orient : moyen-orient@rsf.org - Lucie Morillon - Bureau Union européenne & Balkans rsf_eu@rsf.org - Olivier Basille - Bureau Internet : internet@rsf.org - Contact Presse : presse@rsf.org

REPORTERS SANS FRONTIÈRES est une organisation internationale de défense de la liberté de la presse. Elle observe et rapporte les atteintes à la liberté de la presse dans le monde. Reporters sans frontières analyse l'information et intervient par voie de presse, par courrier, sous forme de rapports d'enquête et de recommandations pour alerter l'opinion contre les exactions commises contre des journalistes, les violations à la liberté d'expression et faire pression sur les responsables politiques.

Secrétaire général : **Jean-Francois Julliard** | Directeur des publications : **Gilles Lordet**